

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 116 (1976)
Heft: 3

Artikel: Nous devons repenser notre défense psychologie [fin]
Autor: Bahy, Roland
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-650368>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 06.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Nous devons repenser notre défense psychologique

(Fin)

Quel enseignement faut-il tirer du cas tchécoslovaque? Que l'esprit de tout un peuple a résisté à la pire déconvenue et que son être physique n'a pas été détruit? C'est certain. Mais aussi sans doute que la défense psychologique seule ne peut suffire à maintenir l'indépendance d'une nation, ni à éviter que les valeurs auxquelles elle croit, les libertés aux-quelles elle aspire ne lui soient enlevées.

C'est peut-être bien là le thème de réflexion le plus profond auquel devrait nous inciter cette tragédie.

Il est un autre exemple récent d'intervention massive de dame radio en prise directe sur l'événement qui aurait mérité, après coup, plus d'attention qu'il n'en eut sur le moment, une analyse, une réflexion plus approfondies. Il s'agit de ce que le Pouvoir et bientôt l'expression populaire baptisèrent, lors du mai français critique, les « radios-barricades » et de l'influence des reportages réalisés sur le vif au Quartier latin par les grands postes périphériques: « Radio-Télé-Luxembourg », « Europe 1 » et, dans une moindre mesure, « Radio-Télé-Monte-Carlo ».

Equipées d'abord de stations H.F., les équipes engagées sur le terrain, dans les deux clans opposés, donnèrent, à chaud, le compte rendu plein de cris, de détonations, de commentaires excités de manifestations qui tournèrent vite aux batailles rangées entre étudiants et forces de l'ordre. Se passant le relais, les reporters établirent des croquis de situation, indiquèrent les lieux d'affrontement précis, signalèrent les moindres mouvements des uns et des autres, les axes de passage, l'arrivée des renforts. Ces émissions étaient suivies, seconde par seconde, par les antagonistes, transistor à l'oreille, tandis que, transistor en main également, des cohortes de badauds accouraient de tout Paris vers ces mêmes endroits en folie pour assister au spectacle, augmentant la confusion, compliquant les opérations de dégagement ou de premiers secours.

Positives en certaines occasions, notamment lorsqu'elles permirent aux leaders étudiants, au recteur et au préfet d'ouvrir un semblant de

dialogue sur les ondes, les interventions des « radio-barricades » furent jugées très négatives et contrariantes par les forces de l’ordre qui obtinrent du Gouvernement l’interdiction des voitures H.F. Recourant alors aux astuces du système D, les reporters poursuivirent leur mission, au demeurant dangereuse en, c’est un terme de métier, « bidouillant » les appareils téléphoniques; opération technique simple mais illicite, permettant de passer par le circuit normal des PTT informations directes et éléments enregistrés sur l’antenne.

Jusqu’à quel point ces émissions effectuées, répétons-le, en direct dans une atmosphère de véritable guerre civile, *mais dans ce qui n’était cependant qu’un quartier de Paris*, par des journalistes énervés, harassés, souvent inquiets ou exaltés, ne disposant d’aucun recul pour livrer leurs commentaires et leurs impressions n’ont-elles pas joué involontairement un rôle énorme d’intoxication nationale, interdisant une appréciation raisonnable, localisée de l’événement? N’ont-elles pas exercé une influence déterminante dans l’effet de contagion enregistré presque aussitôt sur l’ensemble du territoire français — parallèlement aux mots d’ordre des étudiants, aux consignes, aux tracts qui coururent les diverses facultés — puisque dans le même temps, souvent avec une ou deux heures de décalage sur Paris, des manifestations similaires eurent pour théâtres les cités universitaires de Marseille, Lyon, Montpellier, Grenoble ou Strasbourg?

Bref, dans le chaos ambiant, l’absence de direction et de directives officielles (l’O.R.T.F. était en grève), comment ne pas se demander si cette forme d’information, dont on ne peut pas discuter l’honnêteté intellectuelle et la stricte volonté de respecter une indispensable objectivité, est juste.

La question mérite d’autant plus d’être posée qu’il faut rappeler que dans le désir d’aligner les journalistes les plus habitués à travailler dans la foule et le bruit, les plus prompts à saisir le détail, à décrire l’anecdote, les postes périphériques en question mobilisèrent pour la circonstance leurs reporters sportifs les plus chevronnés, qui surent effectivement rendre compte de la manière la plus vivante et la plus dynamique des affrontements auxquels ils assistaient. Or on peut tenir pour certain que des journalistes installés en studio, travaillant au deuxième degré, auraient sensiblement « dédramatisé », dépassionné l’événement. Mais l’information crue y aurait-elle trouvé son compte?

En tout état de cause, signalons que l'écoute faite aujourd'hui « à froid » des extraordinaires reportages réalisés alors « à chaud » — RTL a d'ailleurs diffusé un excellent disque souvenir consacré aux principaux moments de l'historique mois de mai vécu sur son antenne — constitue une expérience passionnante qui, à elle seule, ne peut que susciter réflexion et discussion. Mais encore faut-il prendre la peine de la faire...

6. OÙ EN SOMMES-NOUS?

En constatant dans notre introduction que peu de chose a été fait sur un plan officiel pour préparer notre pays à soutenir une guerre psychologique intensive de style moderne, c'est à notre adaptation à une situation générale de temps de paix fluctuante et évolutive que nous songeons. Car il serait injuste de ne pas signaler la publication récente¹ d'un important message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale relatif au projet de loi sur les organes directeurs et le Conseil de la défense nationale.

Ce message qui traite de notre préparation à une guerre totale consacre une large place à la guerre psychologique. C'est un très important travail de synthèse sur les problèmes posés par l'approche d'un conflit. Mais en fait il s'agit d'un inventaire des difficultés à prévoir, des mesures à prendre; d'une proposition globale de dispositifs, organes de direction et coordination à mettre en place; d'un distinguo officiel sur les tâches de l'armée et de l'administration d'une part, d'une définition différenciée de la défense psychologique et spirituelle d'autre part. C'est un cadre général remarquablement précis pour une situation de guerre, très approximatif et insuffisant pour affronter les réalités d'une situation d'effritement, de déboussollement moral, social, politique semblable à la remise en question globale de notre monde actuel.

Les auteurs du message ont très bien su situer dans son contexte réel la guerre totale moderne, reconnaissant que l'aspect militaire est bel et bien devenu un élément du problème et non plus *le problème* (élément placé sur le même plan que les domaines civils, politiques, économiques et sociaux). En revanche, ils semblent ne pas avoir assez tenu compte de la guerre psychologique d'un temps de drôle de paix et surtout ne pas

¹ Octobre 1968.

s'être très bien dégagés du mythe de la « mob » qui laissa 5 ans à notre pays pour roder, aménager, huiler les rouages de la mécanique armée et civils. Or si l'on admet avec le philosophe que l'histoire ne se répète jamais...

7. NE SERAIT-IL PAS URGENT D'ÉTABLIR D'AUTRES INVENTAIRES?

Certes, l'éventualité d'une guerre psychologique ne laisse pas indifférent. Le message précité l'évoque, il énonce l'articulation d'un certain nombre de commissions, de groupes de travail chargés d'étudier tel ou tel aspect du problème. Parallèlement des cercles tels que le « Forum helveticum », les « Rencontres suisses » ou la « Nouvelle Société helvétique » s'efforcent d'obtenir, avec un succès limité par leur impact restreint sur les masses populaires, une remobilisation patriotique du pays, un retour à un civisme vigilant, une véritable défense spirituelle répondant à la définition officielle.

De son côté, en matière de défense psychologique, l'office « Armée et Foyer », qui a beaucoup de peine lui aussi à se séparer de l'héritage de la « mob », puis de la « guerre froide » et à s'écarter de ses schémas un peu trop obsessionnellement et unilatéralement anticomunistes, s'astreint à éveiller l'attention sur la nécessité de tisser un véritable filet de résistance aux formes diverses de la guerre subversive moderne. Notons cependant que l'organisation, depuis quelques années, de séminaires consacrés à l'analyse de certains aspects actuels de la guerre totale témoigne d'une réelle et rassurante approche des réalités.

Les unités de l'EMA « Presse-Radio-Télévision » se trouvent, elles aussi, en prise directe avec les chausse-trapes de la guerre psychologique; elles constituent même le fer de lance de notre résistance à leurs effets. Le secret qui entoure leur état de préparation interdit tout commentaire approfondi. Nous nous bornerons à indiquer qu'un travail sérieux et dynamique s'y effectue. Toutefois, l'infrastructure technique de ces moyens, surtout pour la radio et dans une plus large mesure la TV est très insuffisante. Certes des perspectives à long terme plus satisfaisantes paraissent ouvertes, surtout depuis l'affaire tchécoslovaque. Cet exemple ayant démontré la nécessité de disposer d'un instrument mieux adapté, permettant de conserver le contact avec l'ensemble du pays en cas de crise aiguë ou de véritable conflit. Néanmoins, si, sur le plan formel, ces troupes

constituées par une vaste sélection de « professionnels » sont aptes à intervenir immédiatement, on peut se demander si les schémas d'entraînement sont bien pensés, s'ils tiennent assez compte de l'éventail des données psychologiques nouvelles avec lesquelles nous pourrions être confrontés en période troublée. Bref, si une véritable unité de doctrine quant à la politique d'information d'abord, de contre-propagande ensuite, à pratiquer dans les divers stades d'une situation de paix menacée, puis de guerre, a suffisamment été élaborée.

On ne peut aussi manquer de s'inquiéter du vide grave que pourrait provoquer la disparition brutale de notre vie nationale de toute la télévision; pour l'instant, la TV militaire n'est rien d'autre que la TV civile réquisitionnée. On imagine donc combien il pourrait être facile de mettre très à l'avance, par quelques sabotages concertés des émetteurs et studios existants — opération enfantine pour le moindre commando spécialisé —, toute notre infrastructure hors service. En revanche, la radio dont le statut est identique, à qui incomberait l'essentiel de cette mission permanente de contact, plus légère, mieux équipée, plus autonome, paraît moins vulnérable et mieux à même de poursuivre sa tâche.

Mais revenons à la nécessité d'inventorier difficultés et problèmes. Lorsqu'on évoque, chez nous, les risques d'une guerre psychologique, on rappelle volontiers — et c'est le cas dans le Message fédéral — l'exemple des pressions auxquelles les nazis soumirent notre pays avant et pendant le dernier conflit mondial. Il est compréhensible de s'inspirer d'une situation concrète et vécue. Pourtant, là encore, c'est accorder une trop large place à un passé très différent du présent et sans doute davantage de l'avenir.

Avant et après 1939, nous avions affaire, d'une part, aux menaces d'un totalitarisme extrémiste honni, d'une idéologie contraire, à quelques rares exceptions près, aux aspirations de notre peuple; d'autre part, ce même peuple était autre que celui d'aujourd'hui, plus civique, plus homogène, plus proche des valeurs unanimement admises et reconnues. Quant aux menaces, abondamment attestées, elles furent nombreuses, variées et graves. Toutefois, les techniques et méthodes de séduction ou d'intimidation si subtiles d'aujourd'hui étaient encore balbutiantes; certes, notre pays se trouva placé sous leur feu croisé. Mais il ne fit jamais l'objet d'une campagne subversive moderne, d'un constant matraquage psychologique où ses faiblesses furent décortiquées, exploitées; où des coins

furent enfouis de toutes les manières possibles pour décontenancer, diviser opinion publique, autorités, administration, armée et régions.

8. ALORS QUEL INVENTAIRE?

Répétons-le la Suisse de 1969 ne présente plus le même visage volontaire et uni qu'autrefois; elle est aux prises avec une somme plus diverse de problèmes que le cours du temps nous permet tant bien que mal — tout étant relatif — d'isoler, mettre en suspens, résoudre ou ignorer.

Mais que se passerait-il si nous étions soudain, avec nos contradictions, nos tiraillements, nos difficultés, pris dans le collimateur géant, méthodique d'un adversaire puissant et astucieux? Un adversaire qui sache, de l'intérieur avec les amis qu'il a dans la place, de l'extérieur avec tous les moyens de pression politiques, militaires, économiques, nous mettre sur le gril, nous démoraliser, semer la méfiance, la peur, la haine entre nous? Faut-il rappeler ici le revers de la fière médaille à l'effigie de « 39-45 »?

Les bouches commençant à se délier, les archives à s'ouvrir, les témoignages à sortir, il est enfin possible de prendre conscience des craquelures qui existaient derrière le front apparemment uni de nos chefs civils et militaires, des options divergeantes provoquées par le chant alterné des sirènes et le martèlement des menaces de la propagande allemande lors de la dernière guerre.

A ce propos, il sied de souligner combien a été regrettable jusqu'ici la politique officielle de non-information pratiquée trop longtemps à l'égard des événements de la dernière guerre, des problèmes qui se sont posés à notre pays et de son attitude face au conflit. Politique du silence (qui est enfin rompu par la publication complète du rapport Bonjour) qui a eu pour effet critique de couper, pendant plus de 25 ans, notre jeunesse de tout un passé récent, de la déconnecter — ainsi que l'ensemble du peuple d'ailleurs — de pages importantes, claires ou sombres, de notre histoire. De pages qui trop longtemps furent exploitées et surtout (mal) écrites par des auteurs étrangers pour qui le goût du sensationnel passait bien avant celui de l'honnêteté intellectuelle et le souci de la vérité vraie. A ce propos le roman, et non le récit historique, des Français Accoce et Quet: « La guerre a été gagnée en Suisse » constitue un exemple type. Aussi faut-il rendre hommage à des hommes tels que Bernard Barbey,

René-Henri Wüst, Otto Pünter, Pierre Béguin,¹ entre autres, d'avoir pris la peine, sur le plan romand, d'apporter leur témoignage sur cette époque sans attendre d'accéder à des archives trop hermétiques, dont ils auraient sans doute fait le meilleur usage, leur permettant plus tôt et plus rapidement d'éclairer une opinion publique incroyablement laissée dans l'ignorance.

Qu'arriverait-il si des esprits mauvais s'en prenaient au million d'étrangers vivant chez nous, s'ingéniant à réveiller d'une part des sentiments de xénophobie dont chaque jour hélas prouve surabondamment qu'ils existent à l'état latent, enfouis dans toutes les couches de la population bien plus profondément que les observateurs les plus attentifs le supposaient? Si d'autre part ces mêmes esprits instauraient la peur des Suisses parmi nos hôtes, habilement « montés »? Nul doute alors que l'hystérie et la pagaille les plus complètes s'installeraient chez nous. A-t-on suffisamment songé aux seules conséquences immédiates sur le plan logistique et stratégique d'abord, économique ensuite, de la volonté subite de 800.000 personnes de quitter notre sol?

Pure et simple hypothèse parmi d'autres, a-t-on réfléchi à l'exploitation possible en matière d'intoxication psychologique de récits courant sur le compte de pseudo-commandos d'ouvriers italiens « déguisés » en unités régulières de notre armée, exerçant la terreur et procédant à des sabotages sur notre territoire? Il faudrait bien peu de temps pour que les populations du nord des Alpes mettent tout le Tessin et ses braves soldats en quarantaine, leur faisant passer de fort mauvais quarts d'heure. Quant aux conséquences que pourrait avoir parmi le million d'étrangers vivant chez nous l'annonce d'exactions et de crimes commis dans leurs milieux par des groupes extrémistes helvétiques... mieux vaut ne pas y penser.

Et le vieux serpent de mer du « fossé » Suisse romande — Suisse alémanique? Nécessiterait-il vraiment beaucoup d'efforts pour prendre une dimension critique, pour qu'un faux problème devienne une vraie crise? Une crise alimentée par des arguments raisonnables, mais traitée de manière démagogique et dramatisée: pensons au déséquilibre économique séparant les deux régions, au poids de la trop puissante agglomération zurichoise à si forte démographie, surindustrialisée et à la Roman-

¹ Et encore notre collaborateur, le Lt-colonel Eddy Bauer. Mft.

die maintenue en l'état de province sous-développée; songeons aussi à la majorisation de fait, politique et gouvernementale, existant entre les deux parties du pays. Ce sont bien là sans doute de ces points faibles objectifs d'où pourraient sortir bien des misères et qui nourrirraient bien des campagnes de sape si l'on prenait la moindre peine de les monter en épingle.

Et le Jura, dont on ne sait si l'on doit s'étonner davantage du temps qu'il aura fallu pour que son cas, d'ailleurs fertile en erreurs psychologiques officielles, soit sérieusement étudié par Berne d'abord, puis pris en considération par le peuple suisse, ou du fait qu'il ne se soit trouvé personne pour semer davantage la discorde et en faire un ferment d'agitation plus virulent dans la réalité ondoyante de notre vie nationale?

Et puis il y a le risque de clivages plus marqués maintenant que par le passé entre couches de la population desquels pourraient surgir des difficultés faciles à exploiter: l'urbanisation accélérée, contraire à notre esprit terrien et campagnard, à l'opposition ville et campagne, sensible à Genève, Bâle ou Lausanne et plus encore à Zurich, dont l'agglomération atteint déjà la taille des capitales de moyenne importance, gagnée par les problèmes inhérents aux masses non stabilisées, peu intégrées, mal contrôlées.

Clivages aussi dans la perception et la compréhension des événements qui font que l'on ne vit plus tout à fait à la même heure à Genève, Lausanne et dans l'arrière-pays romand, à Zurich, Bâle ou Berne et dans les « Oberland » voisins. Ces divergences dans l'assimilation de l'information, plus axées vers l'extérieur (français, allemand ou italien) dans les centres intellectuels que dans les campagnes, peuvent paraître anecdotiques en temps normal. Ils n'en recèlent pas moins les germes de difficultés et de malentendus graves en temps de crise. Comment à ce propos ne pas être frappé par le fait que pour les mêmes commentaires assurés lors des événements du mois de mai français, un même journaliste ait pu être traité à Genève de réactionnaire et à Sion de communiste? Que pour de mêmes émissions traitant de problèmes critiques, tels que la drogue ou le mariage, on applaudisse à Genève et Lausanne, l'on s'indigne à Sierre et Fribourg, allant jusqu'à interpeller l'Autorité fédérale?

Et puis aussi, nous y revenons, il y a cette jeunesse déconcertante, positive ou négative, qui recherche un nouvel idéal, conteste la société,

demande d'autres valeurs, remet en cause celles que nous croyions acquises, revendique la participation à tous les niveaux. Cette jeunesse à qui incombe pourtant le soin d'assurer la pérennité de notre pays. Mais sur quelles bases ?

9. FORMER AUSSI DES CITOYENS

L'école a pour mission première de « fabriquer » des hommes capables de jouer leurs cartes dans le dur combat de l'existence. Elle a parfois tendance, de nos jours, du fait de la surcharge des programmes, des convictions démocratiques chancelantes de nombre d'enseignants ou de leur manque d'intérêt pour la chose publique, d'oublier de former des citoyens. L'instruction civique, le fait est l'objet de constats nombreux, est ramenée trop souvent au niveau de branche inférieure, sacrifiée. Or l'exercice de la démocratie, de ses *droits* et de ses *devoirs* doit s'apprendre dès le plus jeune âge. Si tel n'est pas le cas, il est vain d'espérer combler plus tard de telles lacunes.

Si à cette carence s'ajoute encore l'influence de pédagogues engagés — à gauche le plus souvent, mais aussi à droite — le levain d'une contestation agissante et précoce est placé. Il ne s'agit pas de dramatiser cette réalité, mais d'en être conscient, afin d'introduire à temps le correctif nécessaire. Les exemples négatifs ne manquent pas. L'un des plus révélateurs est survenu récemment à Genève. Le directeur des écoles du Cycle d'orientation, antimilitariste notoire, a interdit à l'un de ses professeurs de recourir à la collaboration d'un de ses amis, chirurgien, pilote et colonel à l'armée; celui-ci devait entretenir les élèves des problèmes de la médecine aéronautique. Motif du veto: l'école ne doit pas être le tremplin du militarisme suisse! L'anecdote pourrait prêter à sourire; elle n'en est pas moins surprenante, car elle dénote une confusion certaine de l'échelle des valeurs et un désir manifeste de déformer le fait helvétique. Elle place en effet sur le même plan notre notion de neutralité constitutionnelle défensive et la guerre américaine au Viêt-nam par exemple; par ailleurs, elle indique clairement la direction particulière qui doit être donnée en matière d'instruction civique dans ces collèges.

Mais l'école n'est pas la seule en cause; autorités en place et partis politiques traditionnels devraient réaliser qu'ils sont responsables dans une très large part de l'abstentionisme électoral, de la lassitude du citoyen

en général, du jeune en particulier, à l'égard de la chose publique. En 1969 il est regrettable que ces milieux poursuivent imperturbablement un jeu politique désuet, feutré, anesthésiant, sans opposition contrastée; un jeu où tout est arrangé, manipulé en coulisses, sans que l'homme de la rue puisse se sentir concerné. Bref, une politique à tous les échelons insatisfaisante; ce que, scrutin après scrutin, démontre statistiquement l'indice sans cesse plus faible de fréquentation des urnes. Or, à l'heure des grands problèmes, le peuple veut entendre un autre langage, vibrer à un spectacle différent, participer à une action mieux imaginée et plus dynamique. La remarque est globale. Elle vaut autant pour les grandes priorités nationales que pour les contingences limitées des affaires de la commune.

POUR CONCLURE

Est-il nécessaire de mettre un point d'orgue à cette étude? Pour autant que l'on ait bien voulu lui prêter attention jusqu'au bout, sa conclusion ne s'inscrit-elle pas d'elle-même dans la logique des faits? En établissant un catalogue bien incomplet, mais indicatif de problèmes différents, souvent sans lien entre eux, nous avons voulu démontrer que soit au niveau de la subversion véritable, soit au plan des phénomènes évolutifs démographiques, sociologiques, scientifiques et industriels modernes, soit encore à l'échelon pédagogique ou politique, nous sommes confrontés avec un monde en mutation, une société en transformation et un milieu ambiant plus fragile parce que plus sollicité et plus agressé de toutes parts.

Si en soi le constat n'est pas original, il peut le devenir dès lors qu'il permet de percevoir l'espèce de révolution permanente au premier ou au second degré dans laquelle nous baignons et qui est à même, si nous n'y prenons pas garde, si nous ne nous y préparons pas, de nous réservrer un avenir difficile. Certes, notre propos n'entend pas apporter des solutions qui doivent être le fruit de réflexions et d'actions collectives des divers cercles responsables. Toutefois, nous pensons qu'en essayant de relier des faits, des événements, des expériences de la vie d'aujourd'hui, qui enregistrés isolément ne représentent rien, mais constituent ensemble un puzzle cohérent, nous pouvons peut-être faire œuvre utile et provoquer un certain éveil.

C'est dans ce but qu'a été établi ce bilan, avec ce qu'il peut avoir d'excèsif ou d'insuffisant. Nous sommes cependant convaincus qu'à

la veille d'une autre révolution, à laquelle l'on prête trop peu garde, celle des satellites de télécommunications, il est urgent de repenser notre défense psychologique et spirituelle. La révolution de ces satellites ennemis ou amis, pirates ou officiels qui, installés sur nos têtes, déverseront dans moins de dix ans, directement dans nos récepteurs de télévision, des programmes politiques et économiques qui, subversifs ou non, apporteront dans nos chaumières la révélation de cultures, de manières de vivre, de menaces, de séductions dont il serait critique d'imaginer qu'elle n'exerceront aucune influence sur notre peuple. Or, cette intoxication sera d'autant moins pernicieuse que nous aurons su la prévoir et en diminuer l'impact.

C'est donc bien au prix d'une révision de notre attitude, d'un renforcement de notre cohésion, d'une réadaptation de nos valeurs traditionnelles et d'un sérieux examen de conscience que nous parviendrons à conserver vivace notre unité, nos raisons de croire et de créer. Ce n'est pas là un constat pessimiste, tout au contraire, mais bien une certitude réaliste d'espérance. Pour autant que l'on sache enfin mieux se hâter... même lentement.

Premier-lieutenant Roland BAHY

A l'heure de procéder à une diffusion publique de cette étude écrite en septembre 1969, il convient — sans pour autant la modifier ou l'allonger par de nouveaux chapitres que l'histoire récente permettrait facilement de rédiger — d'attirer l'attention du lecteur sur quelques événements survenus depuis; événements qui n'infirment pas les thèses développées, mais au contraire les renforcent dans le sens où ils font apparaître comme étant plus important que jamais l'effort de réflexion, d'analyse et de compréhension des problèmes qui se posent au monde d'aujourd'hui.

Ainsi, il est impossible de ne pas associer à cette recherche de la vérité, des faits, voire des péripéties, aussi marquants, encore que différents, tels que:

En octobre 1969, l'affaire du « Livre de la Défense nationale », dit « Livre rouge », qui vit une indéniable et grande maladresse officielle prendre la dimension excessive d'un scandale révélateur de profonds clivages intellectuels, de ressentiments divers et de conceptions antinomiques de notre défense nationale.

En décembre, le procès des membres du commando palestinien auteur d'un attentat contre un avion israélien à Kloten; il démontre sans aucun doute — sans que l'honnêteté du tribunal zurichois puisse être mise en cause — le « déphasage » psychologique de notre opinion publique d'une part, juridique de notre justice d'autre part, confrontées toutes deux avec un acte politique qui devait peu au sentiment et guère davantage au juridisme classique.

Au printemps 1970, la campagne qui précéda la votation de l'initiative Schwarzenbach; elle mit à jour l'existence de puissants courants de mécontentements aux origines très diverses, de graves inégalités sociales touchant une vaste minorité, silencieuse jusque-là, appartenant à ce que l'on a appelé les « oubliés de la prospérité helvétique », de mouvements nationalistes et xénophobes étroits et inquiétants.

En septembre, venant après le sabotage en vol du Coronado de Swissair, perdu corps et biens à Würenlingen, survenu aux environs de Pâques, il y eut le déroutement, puis la destruction d'un autre appareil de notre compagnie nationale, dans le désert de Zarka, suivi de l'épisode des otages détenus de longues semaines par les Palestiniens; cette affaire devait démontrer l'impréparation certaine de notre peuple et de ses autorités à faire face à une situation d'exception brutale autant qu'extérieure. Pour un psychologue, mais sans doute encore davantage pour un sociologue, doublé d'un observateur politique, les réactions violentes et versatiles, épidermiques et profondes tout à la fois, de l'homme de la rue ont dû constituer un riche champ d'enseignement. Ici aussi, l'expérience mérite d'être analysée, pensée, débattue, tant il importe rapidement de sentir et de comprendre mieux une opinion publique parcourue par des courants contradictoires diffus que, si nous n'y prenons garde, personne ne parviendra à maîtriser si d'aventure les événements nous mettaient dans une situation critique¹.

Certes, répétons-le, tout cela participe du mouvement de mutations générales dont notre société moderne fait l'objet; il n'est donc pas étonnant que l'homme d'aujourd'hui, qu'il soit Suisse ou autre, s'en trouve ébranlé, troublé. Mais, c'est peut-être aussi la raison pour laquelle l'attention la plus vive doit être vouée à cette évolution et les efforts les plus grands accomplis pour en éviter des traumatismes irréversibles.

R. B.



¹ D'où la nécessité d'un « Livre Rouge »...!? Mft.